



DÉLIBÉRATIONS

Le 21 juin 2024 à 14h39 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

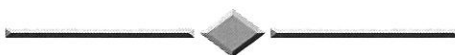
Étaient présents : Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés : Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Félicie RENON ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusés : Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Amèle MANSOURI, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Secrétaire de séance : Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 14 juin 2024



6 CONVENTION EN PARTENARIAT AVEC LE FONDS D'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPÉES DANS LA FONCTION PUBLIQUE RELATIVE AU FINANCEMENT D'ACTIONS MENÉES A DESTINATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP POUR LA VILLE ET LE CCAS DE ROUEN POUR LES ANNÉES 2024-2026

MESDAMES, MESSIEURS,

Créé par la loi n°2005-102 du 11 février 2005, le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) a pour mission d'impulser une dynamique et inciter les employeurs publics à agir en favorisant le recrutement, l'accompagnement et le maintien dans l'emploi au sein des trois Fonctions Publiques. Il intervient sur l'ensemble du territoire et pour tous les employeurs publics en proposant des aides ponctuelles, par l'intermédiaire de conventions pluriannuelles avec les employeurs et dans le cadre du programme accessibilité numérique.

Si la Ville de Rouen a développé un partenariat avec le FIPHFP depuis 2011 via trois conventions successives, le CCAS n'avait pas jusqu'à présent conclu de convention avec cet établissement et bénéficiait ponctuellement des aides du FIPHFP selon les besoins des agents en situation de handicap (aménagement de poste et formation dans le cadre d'un reclassement en particulier).

DÉLIBÉRATIONS

Au vu de la mutualisation de la gestion des ressources humaines entre la Ville et le CCAS depuis 2022, il est proposé une convention commune entre la Ville, le CCAS de Rouen et le FIPHFP pour les années 2024-2026 afin de développer une politique ambitieuse au bénéfice de tous les agents en situation de handicap

PROJET DE CONVENTION 2024-2026

A l'été 2023, la Ville de Rouen a fait part au FIPHFP de sa volonté de renouveler ce partenariat par le biais d'une nouvelle convention, et d'y associer pour la première fois son CCAS, afin de mutualiser les actions menées et en particulier permettre au CCAS d'atteindre le taux d'emploi légal des bénéficiaires de l'obligation d'emploi de 6%, non atteint depuis 2019.

Le nouveau cadre du plan d'actions du FIPHFP est défini en 8 axes : recrutement ; reclassement et reconversion ; maintien dans l'emploi ; formation des agents et des tuteurs ; communication, information, sensibilisation ; accessibilité numérique ; actions innovantes ; autres dispositifs de l'employeur.

Dans une logique de développement et d'amélioration de la politique handicap, il est proposé de poursuivre les actions relatives au recrutement de personnes en situation de handicap (axe 1) et leur maintien dans l'emploi (axe 3), et d'élargir le programme d'actions financé par le FIPHFP en y intégrant de nouveaux axes et de nouvelles aides avec notamment :

- La prévision de nouvelles aides parmi les axes recrutement et maintien dans l'emploi (axes 1 et 3) telles que : la prime à l'insertion durable, les indemnités de stage, les aides aux déplacements, l'intervention possible d'interprètes en Langue des Signes Française, ou encore le financement de prothèses/orthèses externes.
- Le développement de l'axe 2 « Reclassement et reconversion des personnes déclarées inaptes » (soutien médico-psychologique, bilan de compétences, formations, ...). Certaines aides figuraient déjà dans la convention précédente, il est proposé de les renforcer et de les élargir ;
- Le développement de l'axe 6 relatif à l'accessibilité numérique des applicatifs internes, en parallèle des projets d'accessibilité à destination du grand public.

La politique handicap portée par cette nouvelle convention a pour objectif d'augmenter le nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi au sein de la Ville et de son CCAS, par le recrutement de 9 nouveaux agents en situation de handicap sur contrats pérennes sur l'ensemble de la convention (dont la pérennisation d'un apprenti et d'un contrat aidé par an), et 18 sur contrats non pérennes (apprentis, services civiques, contrats aidés, stagiaires...). L'accompagnement des agents dans le maintien dans l'emploi, notamment pour les agents reconnus inaptes aux fonctions de leur grade et intégrant le dispositif de Période de Préparation au Reclassement, est également favorisé par la mise en place de bilans de compétences et formations financées en partie par le FIPHFP.

Des actions de sensibilisation et formations des agents sur la thématique du handicap seront également programmées tout au long de la convention (parcours sensoriels, sensibilisation sur l'accessibilité numérique, premiers secours en santé mentale, campagne sur la démarche de Reconnaissance en Qualité de Travailleur Handicapé...).

Ces différentes actions ont pour objectif le maintien du taux d'emploi des BOETH au-dessus des 6% pour la Ville, et l'atteinte du taux d'emploi légal de 6% pour le CCAS. En 2023, le taux de BOETH a atteint 6,09% pour la Ville de Rouen et 5,12% pour le CCAS.

DÉLIBÉRATIONS

Le projet de plan d'actions a été présenté aux membres de la Formation Spécialisée en Santé et Sécurité au Travail (F3SCT) le 19 mars 2024 et a obtenu un avis favorable à l'unanimité. Le comité local du FIPHFP a également émis un avis favorable à ce projet lors de sa présentation le 23 mai 2024.

MODALITES DE FINANCEMENT

Le financement demandé au FIPHFP, correspondant au programme d'action présenté en annexe, s'élèverait à 328 316.62 €, montant auquel s'ajoutent les dépenses relevant directement de la Ville et du CCAS (études de poste, communication, accompagnement des agents reconnus inaptes à leurs fonctions...) estimées à 325 989.18 €. La convention sera passée au nom de la Ville de Rouen en tant que pilote, ainsi l'aide du FIPHFP sera versée à cette dernière ce qui implique un reversement au CCAS. La répartition des moyens alloués sera réalisée au regard des effectifs :

	Total	Ville	CCAS
Effectifs rémunérés en 2023	2414	2199	215
% effectif global	100 %	91 %	9 %
Répartition de l'enveloppe FIPHFP	328 316.62 €	298 768.12 €	29 548.50 €
Répartition 1 ^{er} versement	109 438.87 €	99 589.37 €	9 849.50 €

Un premier versement correspondant au tiers du montant de la convention sera réparti comme indiqué entre la Ville et le CCAS, puis ajusté selon les dépenses réelles, dans la limite du montant de répartition de l'enveloppe globale.

Ladite convention est annexée au présent projet de délibération.

Il est proposé au Conseil d'Administration de bien vouloir approuver les modalités de la convention en partenariat avec le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique relative au financement d'actions menées à destination des personnes en situation de handicap pour la Ville et le CCAS de Rouen pour les années 2024-2026.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU la Loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Décret n°2006-501 du 3 mai 2006 relatif au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique,

VU le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L 352-1 et L 826-1,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29,

VU l'avis de la Formation Spécialisée en Santé et Sécurité au Travail du 19 mars 2024,

DÉLIBÉRATIONS

VU l'avis favorable du comité local du FIPHFP du 23 mai 2024 pour le projet de renouvellement de convention et plus particulièrement sur l'octroi d'un montant alloué à la Ville et au CCAS de Rouen,

VU le projet de convention et le plan d'actions prévisionnel joints en annexes,

CONSIDÉRANT que la Ville de Rouen souhaite continuer à développer une politique ambitieuse en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap et y associer le CCAS de Rouen afin de mutualiser les actions entreprises,

CONSIDÉRANT que le CCAS de Rouen souhaite développer une politique ambitieuse en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap en bénéficiant d'un partenariat mutualisé avec le FIPHFP,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- approuve les termes de la convention de partenariat avec le Fonds d'Insertion pour les Personnes Handicapées de la Fonction Publique,
- autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention de partenariat avec le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique relative au financement d'actions menées à destination des personnes en situation de handicap pour la Ville et le CCAS de Rouen pour les années 2024-2026.
- précise que la recette en résultant sera imputée au chapitre 70, article 7010 – 70878

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation


Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.